

Arrêt

n°308 252 du 13 juin 2024
dans l'affaire X/ VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. VAN NECK
Esplanadeplein, 10
9300 Aalst

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈ CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 septembre 2023, par X, qui déclarent être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation d'une décision de refus de visa, prise le 24 août 2023.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 7 mai 2024 convoquant les parties à l'audience du 28 mai 2024.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me I. IMPENS *loco* Me F. VAN NECK, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me J. BYL *loco* Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 6 mars 2023, la requérante a introduit une demande de visa en vue de rejoindre son époux monsieur [], de nationalité néerlandaise.

1.2. Le 24 août 2023, la partie défenderesse a pris une décision de refus de visa, il s'agit de l'acte attaqué qui est motivé comme suit :

« Commentaire :

Une demande de visa court séjour fondée sur la directive 2004/38/CE a été introduite par [E. H. S.], née le 13/12/1992, de nationalité marocaine, avec comme personne de référence en Belgique [E. M.M.], né le 08/07/1985, de nationalité néerlandaise. Considérant que cette demande de visa est introduite sur base d'un mariage conclu le 21/01/2023 entre les personnes précitées. La preuve de ce mariage a été apportée par une copie d'un acte de mariage n°66 consigne au registre des mariages n°85. Considérant que l'article 27 du code de droit international privé établit qu'un acte authentique étranger est reconnu en Belgique sans qu'il faille recourir à aucune procédure si sa validité est établie conformément au droit applicable en tenant

compte spécialement des articles 18 et 21 ; Considérant que l'article 21 vise l'exception d'ordre public et permet d'écarter une disposition du droit étranger qui produirait un effet manifestement incompatible avec l'ordre public. Considérant que l'article 146 bis du code-civil belge est une disposition d'ordre public qui dit qu'il n'y a pas de mariage lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un au moins des époux n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut d'époux. Considérant qu'un tel mariage est considéré comme contraire aux principes d'ordre public. Considérant que l'article 35 de la directive 2004/38/CE stipule que les Etats membres peuvent adopter les mesures nécessaires pour refuser, annuler ou retirer tout droit conféré par la directive en cas d'abus de droit ou de fraude, tels que les mariages de complaisance. Considérant que dans le cas d'espèce, les faits suivants démontrent clairement que l'article 146 bis du code civil belge trouve à s'appliquer : - Ils se sont rencontrés par l'intermédiaire d'une dame qui habite en Egypte

- Ils se sont contactés pour la première fois par whatsapp le 28/02/2022

- Ils se sont rencontrés physiquement pour la première fois le 02/10/2022

- Ils se sont rencontrés physiquement pour la seconde fois au moment du mariage le 23/01/2023

- Ils ne se sont plus revus après le mariage

- [E. M.M.] a déjà fait venir une marocaine en Belgique grâce à un mariage, mais ils n'ont habité ensemble que du 21/01/2014 au 07/12/2015. Cette ex-épouse a eu un enfant avec un autre homme le 15/07/2015.

Sur base de ces éléments, l'Office des Etrangers a sollicité l'avis du Parquet du Procureur du Roi de Flandre Occidentale, division Gand en date du 13/06/2023.

Le 22/08/2023, après enquête, le Parquet du Procureur du Roi a émis un avis défavorable quant à la reconnaissance de ce mariage.

En effet, de l'enquête effectuée ressortent plusieurs éléments qui démontrent qu'il s'agit d'un mariage de complaisance :

- Progression très rapide de la relation et rencontres limitées avant le mariage : s'il n'est pas rare dans la tradition marocaine que les rencontres physiques soient limitées avant le mariage, il est à noter que Monsieur n'a pas rendu visite une seule fois à Mme au Maroc après le mariage.

- Les intéressés font état d'une grande fête de mariage qui a duré une semaine, à la suite de laquelle les intéressés auraient encore passé une semaine ensemble chez des membres de famille. Cependant, ils n'ont présenté qu'une dizaine de photos, de la même cérémonie, avec seulement une dizaine de personnes. Aucune photo n'est présentée dans la maison de Monsieur, à l'exception du dossier photo très limitée qui a été remis à l'Office des étrangers.

- Aucun passeport n'a été remis et prouvant que Monsieur est resté au Maroc pendant deux semaines aux alentours du mariage ou que Monsieur a rencontré Madame en personne pour la première fois en octobre 2022.

- Les conversations WhatsApp soumises sont superficielles et concernent principalement des photos de meubles et de nourriture. Ces conversations ne sont pas datées et rien n'indique que les intéressés se connaissent depuis octobre 2022.

- Madame ne connaît pas le nom de l'employeur de Monsieur

- Monsieur ne connaît pas le nom de la meilleure amie de Monsieur.

- Monsieur déclare avoir connu Madame par l'intermédiaire de la tante de celle-ci, qui lui aurait appris l'arabe. Madame déclare avoir rencontré Monsieur par l'intermédiaire d'une personne de sa famille qui vit en Egypte

et

prénomée [A. A.]. Monsieur aurait rencontré [A. A.] en Egypte et aurait entretenu une relation amicale avec elle.

- [A. A.] aurait été présenté à la cérémonie de mariage, et ne serait pas la tante de Madame. La contradiction concernant la personne qui les a présentés l'un à l'autre suggère une union organisée.

Des lors, au vu de ces éléments, l'Office des étrangers refuse de reconnaître en Belgique le mariage conclu entre [H. S.] et [E. M.M.], et donc de reconnaître la qualité de membre de famille d'un citoyen de "Union à celle-ci. Des lors, le visa d'entrée est refusé.

Motivation:

* (2) L'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiées
voir en commentaire"

2. Questions préalables

2.1. La compétence du Conseil

2.1.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève une première exception d'irrecevabilité du recours qu'elle libelle comme suit : « La partie adverse ne peut que constater qu'il ressort d'une lecture du recours que la partie requérante ne critique pas le motif du refus de la décision de refus de visa court séjour, étant que l'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiés puisqu'elle a sollicité un visa pour effectuer une visite familiale à Monsieur [M.E. M.] et que le mariage n'étant pas reconnu, le lien familial n'a pas été démontré. Il apparaît en effet qu'elle critique en réalité uniquement les motifs de la décision de refus de reconnaissance de l'acte de mariage. Il s'ensuit que le motif du refus de visa en application de l'article 32 du Code communautaire des visas n'est pas contesté en termes de recours et doit par conséquent être tenu pour établi. Ainsi jugé, les requérants n'ont nullement critiqué cet aspect de la motivation qui, dès lors, doit être tenu pour établi. La partie adverse entend ensuite rappeler que votre Conseil est incompétent pour

connaître d'un recours contre une décision de refus de reconnaissance d'un acte étranger, un recours spécial étant ouvert devant le tribunal de première instance contre ce type de décision, qui n'est du reste pas prise en application de la loi du 15 décembre 1980 mais de l'article 27 du code de droit international privé. Elle estime par conséquent que le recours qui critique en réalité la décision de refus de reconnaissance de l'acte de mariage et non le motif du refus de visa court séjour doit être déclaré irrecevable. Ainsi jugé par votre Conseil. L'ordonnance adressée aux parties relève que le Code de droit international privé prévoit, en ses articles 23 et 27, qu'un recours peut être introduit devant le Tribunal de première instance contre toute décision de refus de reconnaître un acte étranger. Or, conformément aux règles de répartition des compétences entre les cours et tribunaux et les juridictions administratives, prévues aux articles 144 à 146 de la Constitution, le Conseil du contentieux des étrangers, dont la compétence est déterminée par l'article 39/1 de la loi du 15 décembre 1980, n'est pas compétent lorsqu'un recours contre une décision administrative est ouvert auprès des cours et tribunaux. Par conséquent, le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) est incompétent pour connaître du recours en ce qu'il vise uniquement le motif de la décision portant sur le refus de reconnaissance du mariage du requérant. 2. Interrogée, à l'audience du 26 septembre 2019, le conseil comparaissant pour la partie requérante fait valoir que le recours est introduit à l'encontre d'un refus de visa, pour lequel le Conseil est compétent. 3. Le Conseil estime que cette circonstance n'est pas suffisante, puisque la motivation de l'acte attaqué concerne uniquement un refus de reconnaissance du mariage, conclu par le requérant. »

2.1.2. Dans son mémoire de synthèse, la partie requérante réplique : « Totaal ten onrechte stelt verweerster dat verzoekster het motief van de weigering van een visum kort verblijf niet zou betwisten.

Uit de uiteenzetting van feiten en middelen in het verzoekschrift annulatieberoep die hierboven werden hernomen, blijkt zeer duidelijk dat alle in de weigeringsbeslissing aangehaalde motieven één voor één werden betwist. Om onbegrijpelijke redenen stelt verweerster dat verzoekster enkel de motieven van de weigering van erkenning van het huwelijk betwist. Uiteraard betwist verzoekster deze motieven aangezien deze net de reden zijn waarom een visum werd geweigerd zoals zeer duidelijk uit de beslissing blijkt: « Dès lors, au vu de ces éléments, l'Office des étrangers refuse de reconnaître en Belgique le mariage conclu entre [H. S.] et [E. M.M.], et donc de reconnaître la qualité de membre de famille d'un citoyen de l'Union à celle-ci. Dès lors, le visa d'entrée est refusé. » Totaal ten onrechte stelt verweerster dat artikel 27 van het wetboek IPR van toepassing zou zijn hetgeen in casu geenszins het geval is. Artikel 27 IPR zou enkel van toepassing zijn indien de burgerlijke stand in België zou weigeren de Marokkaanse huwelijksakte te erkennen, waarna verzoekster zich tot de familierechtbank zou kunnen wenden. Dit is in casu niet gebeurd aangezien uiteraard verzoekster eerst een C-visum kort verblijf dient te bekomen om naar België af te reizen en daarna pas en dit ten laatste binnen de drie maanden na aankomst in België het nodige kan doen bij de gemeente tot een aanvraag gezinshereniging en voorlegging van de huwelijksakte (gewijzigde procedure sinds eind 2016). Bovendien, zoals hierboven reeds aangehaald, is een schijnhuwelijk op grond van artikel 164bis B.W. enkel mogelijk als één van de echtgenoten Belg is, hetgeen in casu niet het geval is. Er kan dan ook totaal geen sprake zijn van enige onbevoegdheid of onontvankelijkheid."

2.1.3. Le Conseil relève que l'acte attaqué a été pris sur la base de l'article 32 du règlement Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas (code des visas), et qu'il estime que l'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiées et motive en fait par la non reconnaissance du mariage conclut à l'étranger entre la requérante et un ressortissant néerlandais. La partie défenderesse conclut dès lors que la qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union n'est pas reconnue à la requérante. En termes de recours, la partie requérante conteste l'application de l'article 146bis du Code Civil, comme étant une base légale permettant de conclure à la non reconnaissance de ce mariage. Le Conseil est compétent pour vérifier cette base légale. L'exception est rejetée.

2.2. L'absence de moyen de droit

2.2.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse prend une seconde exception d'irrecevabilité du recours qu'elle développe comme suit : « L'article 39/69, § 1er, alinéa 2, de la loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, rendu applicable au contentieux de l'annulation par son article 39/78, stipule que la requête doit contenir, sous peine de nullité :

- 1° le nom, nationalité, domicile de la partie requérante et la référence de son dossier auprès de la partie adverse, indiquée sur la décision contestée;
- 2° l'élection de domicile en Belgique;
- 3° l'indication de la décision contre laquelle le recours est introduit;
- 4° l'exposé des faits et des moyens invoqués à l'appui du recours (...);
- 5° la langue déterminée pour l'audition à l'audience selon l'article 39/60;
- 6° être introduite en langue néerlandaise ou française, selon la langue de la procédure déterminée en application de l'article 51/4;
- 7° être signée par le requérant ou son avocat.

8° le cas échéant, la demande de bénéficier du pro deo et les pièces qui font apparaître ce droit. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les pièces que le demandeur doit déposer à l'appui de sa demande de pro deo. Or, en l'espèce, il ressort d'une simple lecture de la requête que la partie requérante n'indique pas quelle disposition légale/principe général de droit aurait prétendument été méconnu(e) par la partie adverse. Il y a par conséquent lieu de dire la requête nulle en application de l'article 39/69 de la loi du 15 décembre 1980 précitée. Ainsi jugé par votre Conseil : La partie requérante n'ayant invoqué aucun autre moyen de droit, il y a par conséquent lieu de considérer que la requête introductive d'instance ne répond pas à la condition de recevabilité prescrite par l'article 39/69, § 1er, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980, en ce qu'elle ne comporte pas d'exposé des moyens invoqués à l'appui du recours. ! Il résulte de ce qui précède que le recours est irrecevable ».

2.2.2. Dans sa note de synthèse, la partie requérante réplique : « Verweerster kan opnieuw totaal niet gevolgd worden daar waar zij stelt dat het verzoekschrift nietig zou zijn omdat het geen uiteenzetting zou bevatten van de feiten en de middelen die ter ondersteuning van het beroep worden aangevoerd.

Niets is minder waar. Zoals uit het verzoekschrift blijkt, bevat dit een hele opsomming van feiten en middelen die hierboven werden hernomen. Er kan dan ook hoegenaamd geen sprake zijn van enige nietigheid of onontvankelijkheid."

2.2.3. Le Conseil ne peut que constater qu'en termes de recours la partie requérante soutient : « Ten onrechte wordt in de weigeringsbeslissing verwezen naar artikel 146bis Burgerlijk Wetboek dat bepaalt dat er geen huwelijk is wanneer uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van minstens één van de echtgenoten kennelijk niet gericht is op de totstandbrenging van een duurzame levensgemeenschap, maar enkel op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van gehuwde. De grondvoorwaarden om te huwen worden namelijk bepaald door het recht van de staat waarvan de echtgenoten de nationaliteit hebben. Artikel 146bis B.W. is alleen direct van toepassing als één van de echtgenoten de Belgische nationaliteit heeft hetgeen in casu niet het geval is (cfr. arrest RVV nr. 250.273 van 2 maart 2021). Verzoekster heeft namelijk de Marokkaanse nationaliteit terwijl haar echtgenoot de Nederlandse nationaliteit heeft", elle invoque donc une erreur quant à l'application de l'article 146 bis du Code Civil. L'exception est rejetée.

3. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante libelle son recours de la manière suivante : « II. Uiteenzetting feiten en middelen

1. Verzoekster is op 23 (en niet 21 zoals verkeerdelijk in de weigeringsbeslissing staat) januari 2023 in Marokko in het huwelijk getreden met de Heer [E. M. M.], van Nederlandse nationaliteit, wonende te xxx(stuk 2). Ten onrechte wordt in de weigeringsbeslissing verwezen naar artikel 146bis Burgerlijk Wetboek dat bepaalt dat er geen huwelijk is wanneer uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van minstens één van de echtgenoten kennelijk niet gericht is op de totstandbrenging van een duurzame levensgemeenschap, maar enkel op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van gehuwde. De grondvoorwaarden om te huwen worden namelijk bepaald door het recht van de staat waarvan de echtgenoten de nationaliteit hebben. Artikel 146bis B.W. is alleen direct van toepassing als één van de echtgenoten de Belgische nationaliteit heeft hetgeen in casu niet het geval is (cfr. arrest RVV nr. 250.273 van 2 maart 2021). Verzoekster heeft namelijk de Marokkaanse nationaliteit terwijl haar echtgenoot de Nederlandse nationaliteit heeft. Bovendien worden in de weigeringsbeslissing een aantal feiten opgesomd op basis waarvan ten onrechte wordt gesteld dat er in casu sprake zou zijn van een schijnhuwelijk. 2. Vooreerst wordt verwezen naar het feit dat de echtgenoot van verzoekster reeds een Marokkaanse naar België heeft doen komen door een huwelijk en dat ze slechts zouden samengewoond hebben van 21 januari 2014 tot 7 december 2015 en deze ex-echtgenote een kind heeft gehad met een andere man dat werd geboren op 15 juli 2015. Verzoekster merkt op dat haar echtgenoot [E.M. M.] destijds op 2 december 2011 in Marokko is gehuwd met [B. O.] en met zijn eerste echtgenote aanvankelijk in Marokko heeft gewoond alwaar zij bovendien samen een dochter [A] hebben gehad die werd geboren in Fez (Marokko) op 23 september 2012 doch na een bacteriële hersenvliesontsteking is overleden in Fez op 13 februari 2013. Pas na het overlijden van dit kindje zijn de Heer [E. M.] en zijn toenmalige echtgenote naar België verhuisd. In België is de situatie tussen de partners helemaal veranderd en waren er steeds meer ruzies. Bovendien bleek Mevrouw [B] opeens zwanger te zijn en had de Heer [E. M.] onmiddellijk het vermoeden dat het kind niet van hem was. Mevrouw [B] is bevallen op 15 juli 2015 en uit een DNA test die werd uitgevoerd op 27 augustus 2015 is gebleken dat de echtgenoot van verzoekster met 100 % zekerheid niet de biologische vader van het kind was. De Heer [E.M.] heeft dan via een dagvaarding dd. 4 maart 2016 een procedure betwisting vaderschap opgestart die gegrond werd verklaard bij vonnis dd. 3 januari 2017. Vervolgens heeft hij via verzoekschrift dd. 16 februari 2017 een echtscheidingsprocedure ingeleid waarna een echtscheidingsvonnis tussenkwam op 2 mei 2017 waarin werd verwezen naar het vonnis betwisting vaderschap (stuk 3). De echtgenoot van verzoekster heeft enorm geleden onder deze echtscheiding en heeft in die periode ook zijn werk opgezegd. Uit een medisch attest van zijn huisdokter dd. 4 september 2023 blijkt dat hij op 4 oktober 2016 zijn huisdokter raadpleegde met volgende klachten en hiervoor medicatie kreeg (stuk 4): "stress over

echtelijke problemen en echtscheiding, depressieve klachten, kan zich moeilijk concentreren..." In het attest wordt ook vermeld dat hij een dochter had met zijn ex-vrouw die overleed aan hersenvliesontsteking. 3. Rond 2020 heeft de Heer [E. M.] op vakantie in Egypte een oudere dame, genaamd [A.A.] leren kennen die daar woonde met haar echtgenoot met wie hij na deze vakantie telefonisch contact onderhield en die hem Arabisch leerde. De Heer [E.M.] is opgegroeid in Nederland en kende weinig Arabisch. Op een bepaald ogenblik is dan de echtgenoot van deze dame overleden en is de dame zelf teruggekeerd naar Marokko. Vervolgens heeft deze dame, die door de Heer [E. M.] 'tante' werd genoemd, hem medegedeeld dat zij een familielid had, zijnde verzoekster, die volgens haar een goede vrouw zou zijn voor hem. Aldus is verzoekster begin 2022 voor het eerst telefonisch (via WhatsApp) in contact gekomen met de Heer [E. M.]. Nadien volgden er zeer regelmatig contacten via WhatsApp voornamelijk via spraak- en videogesprekken en het klikte enorm goed. In oktober 2022 volgde dan een eerste fysieke ontmoeting in Marokko waarna partijen zich verloofden en werd beslist om in januari 2023 te trouwen. In de weigeringsbeslissing wordt erkend dat het niet abnormaal is in de Marokkaanse traditie dat de fysieke contacten voor het huwelijk beperkt zijn doch worden wel vragen gesteld bij het feit dat de echtgenoot van verzoekster haar niet meer heeft bezocht na het huwelijk. Verzoekster merkt hierbij op dat dit enkel te wijten is aan het feit dat haar echtgenoot reeds het grootste gedeelte van zijn verlof had opgenomen voor de trouw en het de bedoeling was dat zij naar België zou komen waarvoor zij een aanvraag indiende op 6 maart 2023. De echtgenoot van verzoekster is in België tewerkgesteld als lijnoperator verpakking en heeft slechts 20 dagen verlof en was aanvankelijk van plan zijn resterende verlofdagen op te nemen van 27 november tot 1 december 2023 in de veronderstelling dat verzoekster op dat ogenblik al in België zou zijn (stukken 5, 6 en 7). Gezien de huidige situatie heeft de echtgenoot van verzoekster zijn verlofaanvraag gewijzigd om zelf terug naar Marokko te kunnen gaan van 6 tot 16 oktober 2023 en heeft hij intussen vliegtuigtickets bij Ryanair geboekt (stuk 8). 4. Verder wordt in de weigeringsbeslissing verwezen naar het trouwfeest in Marokko dat een week heeft geduurd waarna verzoekster en haar echtgenoot nog een week samen hebben doorgebracht bij familie, doch wordt ten onrechte gesteld dat er slechts een tiental foto's zouden voorgelegd zijn met slechts een tiental personen. Daarnaast wordt ook gesteld dat er geen enkele foto aanwezig is in het huis van de Heer [E. M.], met uitzondering van het beperkte fotodossier dat werd overhandigd aan de dienst vreemdelingenzaken. Vooreerst merkt verzoekster op dat zij meer foto's in haar bezit had doch op het TLS contactcentrum in Casablanca slechts enkele foto's werden weerhouden. Verder merkt zij op dat er op het trouwfeest van haar zijde ongeveer 80 à 90 mensen aanwezig waren en van de zijde van haar echtgenoot ongeveer 10 personen, waaronder de broer en vader van haar echtgenoot die in Nederland wonen en twee vrienden die in België wonen. Na het trouwfeest zijn verzoekster en haar echtgenoot op bezoek geweest bij de moeder van de Heer [E. M.] die in Marokko woont en niet kon aanwezig zijn op het trouwfeest. Ten slotte merkt verzoekster op dat haar echtgenoot tijdens het bezoek van de politie in zijn woning had uitgelegd dat zijn geloof niet toelaat om foto's van objecten die een ziel bezitten in zijn huis te plaatsen aangezien deze de engelen weerhouden binnenshuis te komen (stuk 9). 5. In de weigeringsbeslissing wordt ook ten onrechte gesteld dat niet werd bewezen dat de echtgenoot van verzoekster gedurende twee weken in Marokko heeft verbleven rond het huwelijk en dat evenmin zou aangetoond zijn dat hij verzoekster voor de eerste maal fysiek heeft ontmoet in oktober 2022. Verzoekster legt het paspoort van haar echtgenoot voor waaruit blijkt dat dit een stempel bevat van 30 september 2022 toen hij in Marokko aankwam, alsook een stempel van 7 oktober 2022 toen hij terugkeerde, en daarnaast ook een stempel bevat van 20 januari 2023 toen hij aankwam voor de trouw en een stempel van 5 februari 2023 toen hij terugkeerde na het trouwfeest (stuk 10). Dit paspoort bevat trouwens ook een stempel m.b.t. de reis van de Heer [E. M.] naar Egypte alwaar hij 'tante' [A.] ontmoette. Daarnaast legt verzoekster ook een bewijs voor van de boeking van de vluchten met Ryanair van haar echtgenoot naar Fez zowel van de periode 30 september-7 oktober 2022 als van de periode van 20 januari-5 februari 2023, alsook van de verlofdagen die haar echtgenoot aanvraag bij zijn werkgever voor de periode van vrijdag 20 januari tot vrijdag 3 februari 2023 (stuk 11 en 12). 6. In de weigeringsbeslissing wordt gesteld dat de conversaties via WhatsApp oppervlakkig zijn en vooral foto's zouden betreffen van meubels en voeding. Er wordt hierbij gesteld dat de conversaties niet gedateerd zijn en niets zou aantonen dat betrokkenen elkaar kennen sinds oktober 2022. Verzoekster legt kopies voor van haar conversaties met haar echtgenoot via WhatsApp van het toestel van haar echtgenoot (hoofding 'Sanaa' waarin wel datums terug te vinden zijn vanaf 25 februari 2022 tot begin augustus 2022 (stuk 13). Daarnaast worden kopies voorgelegd van conversaties van het toestel van verzoekster zelf (hoofding 'Mijn Man' waarin datums terug te vinden zijn vanaf 1 augustus 2022 tot eind januari 2023 (stuk 14). Hieruit blijkt een zeer veelvuldig contact tussen verzoekster en haar echtgenoot tussen het eerste telefonische contact in februari 2022 en het huwelijk in januari 2023. 7. Dat verzoekster de naam van de werkgever van haar echtgenoot niet kent, kan geenszins een argument zijn nu haar de vraag werd gesteld in welke sector haar echtgenoot werkte en zij heeft geantwoord 'in de voeding'. Zoals uit de arbeidsovereenkomst blijkt, is de naam van de werkgever voluit xxx. 8. Dat de echtgenoot van verzoekster de naam niet kent van de beste vriendin van verzoekster (en niet van mijnheer zoals per vergissing in de beslissing staat) kan evenmin een argument zijn nu de Heer [E. M.] de naam vergeten was zoals hij ook het adres van zijn zus vergeten was. Ook het feit dat de dame, genaamd [A.A.], die verzoekster in contact bracht met haar echtgenoot, niet haar tante is, vormt geenszins een argument voor een schijnhuwelijk nu deze dame wel degelijk een (ver) familielid is van verzoekster die door de Heer [E. M.] 'tante' werd genoemd. 9. Als bijkomende verdediging dat het in casu geenszins om een

schijnhuwelijk gaat, wenst verzoekster nog op te merken dat zij in eerste instantie aan haar echtgenoot had gevraagd om bij haar in Marokko te wonen en zij dus geenszins een huwelijk heeft willen afsluiten om een verblijf in België te bekomen. Verzoekster is dan wel akkoord gegaan om haar echtgenoot te volgen, die een vaste job heeft in België en die haar intussen ook Nederlands leert. 10. Ten slotte wenst verzoekster nog op te merken dat haar echtgenoot op het ogenblik dat zij hem leerde kennen in een kleine studio (gemeubeld appartement) woonde in Aalst,xxx, dat hij huurde vanaf 7 juli 2020 om te eindigen op 7 juli 2029 (stuk 15). Nadat partijen zich verloofd hebben in oktober 2022 is de Heer [E. M.] op zoek gegaan naar een groter appartement met twee slaapkamers dat hij huurt sinds 1 december 2022 en gelegen is te xxx (Aalst), x, xxx waarbij partijen samen meubels hebben gekozen (stuk 16). Dit wijst er ook dat partijen wel degelijk de intentie hebben om een duurzame levensgemeenschap tot stand te brengen. Verzoekster legt ook bewijzen neer dat haar echtgenoot haar sinds hun ontmoeting heeft overgeschreven op resp. 4 augustus en 30 november 2022, en na het huwelijk in januari 2023 diverse malen geld heeft overgeschreven op 25 maart, 30 maart, 15 april, 8 mei, 19 juni, 24 juli, 22 augustus en 28 augustus 2023 (stuk 17). Verzoekster had immers na haar huwelijk haar werk als naaister opgezegd in de veronderstelling dat zij korte tijd nadien naar België zou komen. Verzoekster legt ook een attest voor dd. 6 februari 2023 voor een aanvraag van gezinshereniging dat haar echtgenoot indiende bij de Christelijke Mutualiteit (stuk 18). Verzoekster legt ook nog een verklaring op eer voor dd. 14 september 2023 waarin zij zelf nog één en ander toelicht aan haar raadsman (stuk 19). 11. Gelet op alle voormelde redenen en de door verzoekster voorgelegde stukken is het duidelijk dat de dienst vreemdelingenzaken totaal ten onrechte weigert het huwelijk afgesloten tussen verzoekster en de Heer [E. M.] te erkennen in België en dus ten onrechte weigert verzoekster te erkennen in haar hoedanigheid van familielid op basis waarvan haar visumaanvraag ten onrechte door de Belgische Ambassade werd geweigerd. Verzoekster toont op voldoende wijze aan dat er een geldig huwelijk werd afgesloten en dat zij dus wel degelijk gerechtigd is op een visum kort verblijf om naar België af te reizen als familielid van een burger van de Europese Uni »

4. Discussion.

En termes de recours, la partie requérante constate que la partie défenderesse a refusé de reconnaître le mariage en se référant à l'article 146bis du Code civil. Elle soutient que l'article 146bis du Code Civil belge n'était pas applicable, en l'espèce, aucun des deux époux n'étant Belge.

Le Conseil constate à la lecture de l'acte attaqué que le visa court séjour est refusé au motif que « *l'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiées voir commentaire* », le commentaire auquel il est fait référence, est fondé entre autre, sur l'article 146bis du Code Civil belge.

La partie requérante peut être suivie lorsqu'elle fait valoir que la partie défenderesse a, à tort, refusé de reconnaître le mariage en se référant à l'article 146bis du Code civil belge.

En effet, l'article 146bis du Code civil n'est, comme le rappelle la partie requérante, applicable que si l'un des époux a la nationalité belge. Ce n'est pas le cas en l'espèce. Dans un tel cas, il convient de se référer au droit national de chaque époux.

Les observations à titre « infiniment subsidiaire » de la partie défenderesse ne sont pas de nature à renverser ce constat.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision de refus de visa du 24 août 2023 est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le treize juin deux mille vingt-quatre par :

Mme C. DE WREEDE,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. DANDROY,

greffier assumé,

Le greffier,

Le président,

S. DANDOU

C. DE WREEDE